L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Entre les rues Bienville et Conti.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. **NOUVELLE-ORLÉANS, DIMANCHE MATIN, 2 JUIN 1867.**

DÉPOUR de LIMET, Propriétaires-Editeurs.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $10; par semestre, $5; par trimestre, $4.
Prix d'un exemplaire, 10 cents.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi:
Par an, $5. par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces transitoires, placées à tour de rôle dans les diverses parties du journal, paieront $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces transitoires de la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paieront $20 par mois le carré par mois.

Les payements doivent régulièrement et souvent des annonces suivant, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, tel encouple qu'il sera convenu avec elles; mais dans aucun cas, cet encouple ne dépassera pas 20 pour cent.

Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents la ligne la figure pour chaque insertion.

Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.

Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées six fois.

Les comptes des personnes faisant régulièrement de nouveau long des ont servis à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLÉANS:
DIMANCHE MATIN, 2 JUIN.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en douane, voir à la page saginaire.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN LUNDI
Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le Shériff, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs — Une déroulée de terre, surfeiée établie en une plantation sucrerie, située ou la par. ions St-Charles sur la rive droite du fleuve, — ainsi que d'autres terres amplement décrites dans l'annonce du shériff.

Par Montgomery Brot & Co, à la Bourse, à la résidence No 106 de la rue Annonciation — De beaux meubles en acajou et en noyer; tapis, belles glaces françaises bulles rideaux, fauteuils et verreries, matelas, fourneaux et ustensiles de cuisine, &c.

Par O. de Fériet, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs — Une magnifique résidence en briques, située dans deux rues Hôpital et Conde.

Par S. Guinault, à 11 heures, à la Mécanic, à l'entrée de la rue Bienville— Trente belles vaches laitières nouvellement arrivées.

Par A. Fenner, au No 46 de la rue de Chartres — Mobilier, consistant en lits de fonds, habillements, chaussures, &c.

Par Hoffman & Marks, au No 38 de la rue de Chartres — Marchandises sèches, lingerie et habillements.

☞ Achetez vos confiseries et chocolats chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille Levée

☞ Habitations sucrières et plusieurs parcelles de terre &c. à vendre par le shériff. Nous appelons l'attention particulière sur la vente aux enchères publiques qui aura lieu demain à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, par le ministère du Shériff de la paroisse d'Orléans, d'une certaine étendue de terre autrefois établie en une plantation sucrière, et de plusieurs portions de terre à bâtir. Il sera dûment donné la mention St-Charles, en ce jour, rive droite du fleuve Mississippi.

Pour le détail voir aux annonces.

Les nouvelles du Mexique.

Les dernières nouvelles du Mexique causent un étonnement général. On ne peut expliquer comment les troupes impériales sont restées avec obstination à Queretaro du jour où elles auraient pu aller au secours du Sud. Il paraît clair qu'elles ne pourraient soutenir un siège indéfiniment et que tôt ou tard elles seraient forcées de se rendre. La politique devait être de gagner l'Est et de se rapprocher de la Vera-Cruz où il est fait facile de recevoir toute espèce de ravitaillements par la voie maritime. Ce qui le prouve c'est l'impuissance des troupes libérales contre cette ville qui est cependant bloquée du côté de la terre. La Vera-Cruz a toujours été imprenable quand on a bien voulu se donner la peine de la défendre. Dans cette dernière circonstance, la défense est était devenue très facile par la bonne volonté des autorités de Cuba qui laissaient expédier de la Havane tout ce dont les impérialistes avaient besoin, jusqu'à des hommes. Les derniers jours mêmes de la Havane mentionnent encore le départ d'un navire chargé de matériel pour les défenseurs de Vera-Cruz et ce navire a dû y arriver après la catastrophe de Queretaro, car il y a dans cette guerre un fait étrange et dont on ne peut se rendre compte, c'est la résistance de la capitale de l'empire, seule de premier de ses ports sur, quand le chef de cet empire succombait, ou un siège à plus de 60 milles de la capitale et à plus de 700 milles du point de littoral qui, en cas d'échec, lui offrait un moyen assuré d'échapper à ses ennemis.

Nos lecteurs voient que nous raisonnons dans l'hypothèse de la chute de Queretaro, événement mis en doute par beaucoup de gens de Brownsville et de Matamoros, et positivement mis par un journal espagnol qui a reçu de Montezuma la date de quatre jours plus récente, lettre où il est formellement dit que la nouvelle est fausse. Les rédacteurs de cette feuille déclarent que ce n'est pas la première fois que les partis au Mexique se servent de pareils moyens pour se procurer des ressources et que de tout temps les belligérants, et forts et faibles, y ont eu recours. En effet, le succès est le meilleur des négociateurs; le succès assure soumission et adhésion; il assure principalement la levée des subsides et donne tout à la fois des hommes et le moyen de les conserver en les payant. Il n'est donc pas impossible que Juarez, fort rompu dans ces sortes de pratiques, ait senti l'avantage qu'il en pouvait tirer et ait exploité de nouveau ce moyen. Nouanmoins, comme il faut que tout finisse, la bonne chance pour cette fois étant de nos libéraux, la catastrophe impériale si redoutée depuis le départ des troupes françaises, peut être admise provisoirement et nous continuons à raisonner dans cette hypothèse.

Voilà donc Maximilien prisonnier, prisonnier avec Mejia et Castillo. Miramon a échappé, celui-là probablement étant réservé à d'autres destinées. Que va-t-on faire de Maximilien? Sera-t-il fusillé sans forme ou avec forme de procès, ce qui au Mexique est à peu près la même chose? Nous ne pouvons invoquer ici pour lui sa naissance ni son rang. Sa naissance lui serait plutôt funeste, car c'est par là que Maximilien était étranger au Mexique. Sous ce rapport, il pourrait être considéré comme un grand filibustier, ayant joué une partie périlleuse et l'ayant perdue. La partie perdue, il faut qu'il la paie. C'est ce qui est arrivé à d'autres avant lui. Raconet-Boulbon pays de sa vie une entreprise malheureuse. Walker finit ainsi sa carrière, sur les bords du Rio Negro à Honduras. Crab, avec 96 aventuriers américains, fut exécuté dans la Sonora, sans que le président Buchanan eut sculement l'idée de demander grâce pour lui et ses compagnons. Gaston d'Orléans n'a pas été plus heureux sur les bords mexicains du Pacifique, et on fait à dû calle de tous ses prédécesseurs dans les mêmes régions. Tous ont donc payé de leur vie leur témérité.

Mais l'affaire de Maximilien sous tous les rapports est différente. Il est venu au Mexique sur les appels réitérés d'un grand parti mexicain, et appuyé, en outre, sur une armée devant laquelle s'effaçait sinon toute dissidence, du moins toute résistance sérieuse. Il y fut reçu en triomphe et ainsi en cette lieux par les plus vives acclamations. Les populations si malheureuses de Mexique voyaient en Maximilien le fondateur d'un régime fort, régulier et définitif. On croyait en lui, en son honneur, en sa morale, en ses lumières, en sa puissance. Tous ceux qui purent voter pour l'empire, c'est-à-dire tous ceux qui étaient à l'abri des vengeances républicaines votèrent pour cet ordre nouveau qu'on envoyèrent leur adhésion empressée. L'empire fut solennellement reconnu par les trois quarts des populations du Mexique. L'autre quart se composait des Etats sur les frontières du Nord. Etats presque déserts, très peu civilisés, très pauvres, presque toujours abandonnés aux incursions des Indiens et des Apaches, sans défense, à la capitalité des aventuriers qui n'y ont jamais trouvé grand'chose et qui le plus souvent y ont fait leur vie misérablement.

Reçu, comme nous venons de le dire, Maximilien est au moment de règne véritable. Il fonda maints établissements d'utilité publique, secourut les indigents, fit fleurir la justice et l'ordre et donna au commerce et à l'industrie un essor tout à fait inconnu dans le pays. Il fit disparaître, en outre, le dernier vestige du servage en abolissant complètement de vieilles coutumes locales, connues sous le nom de péonnage, coutumes passées à l'état de lois et qui pesaient lourdement sur la population la plus nombreuse du pays, sur les Indiens et les métis.

Maximilien ne se borna pas à réformer, fonder et créer. Pour choisir son origine, naïve chose que les ennemis de l'empire passent invoquer contre lui, il se fit mexicain et travailla à opérer ce changement par tous les moyens honorables possibles. Les Mexicains avaient donc particulièrement droit à en faveurs. Un Corse, exilé de l'espérance n'aurait rempliu que de Maximiens et de Mexicains; on n'y parlait que l'espagnol; enfin n'ayant pas d'héritier de sang, Maximilien instituait une dynastie vraiment mexicaine en adoptant, comme son héritier futur, un jeune rejeton d'une des familles les plus populaires de Mexique, le petit fils d'Iturbide, le premier empereur du pays, et l'homme qui en fut le plus illustre.

Que pouvait-on faire de plus pour mériter le droit de choisir librement? Fallait-il l'octroyer par des traités? C'est comme ce que fit Napoléon. Le Mexique était épuisé d'argent. Maximilien est trouver des ressources financières qui ne coûtaient rien au pays. Il fut soutenu par les emprunts d'Europe et non par les emprunts mexicains. Pour résumer cette histoire en quelques mots nous dirons que elle, que jour de la vie de Maximilien au Mexique fut un jour de grâce et un jour de ferveur pour les Mexicains. Nous n'en finirons pas à raconter les bienfaits de l'empire au Mexique. L'histoire les dira.

La guerre civile a endurci les cœurs mexicaine; mais, quelque dure qu'elle puisse être, il est des choses morales qu'elle doit peut sentir. Maximilien a régné ouvertement sur le Mexique; et a fait au pays tout le bien qu'il a pu; il en a été tout à fait l'honneur et la providence, et l'a enrichi des fonds des banquiers européens ses amis. Or, l'homme qui s'est conduit ainsi peut il être assimilé à un aventurier sans nom, à un aventurier sans soutien national sans fortune, et ainsi bien ses aventures par des bandes de pillards et de flibustiers? Non, la raison se révolte à un rapprochement pareil; et si les Mexicains ne sentent pas la nécessité d'épargner les jours d'un tel prisonnier, ce n'est par lui qui serait à plaindre, mais bien eux-mêmes, car ces exécution, comme ce crime abominable, leur serait reproché par le monde entier.

Il est vrai, et nous ne voulons rien omettre, Maximilien promulgua un décret énergique contre ceux qui lui étaient opposés à une certaine époque de son règne; mais alors le décret était justifié par les faits. Les dissidents ne formaient plus que des bandes de guérillas cherchant le pillage. Toutes les correspondances en font foi. Les Libéraux n'avaient pas l'armée, Juarez était à El Paso, hors de Mexique, et tout entier le pays reconnaissait Maximilien. Pour établir une paix solide, Maximilien crut donc devoir sévir contre les bandits qui restaient.

Il faut ajouter que le décret ne fut jamais mis en pratique, et c'est en vain que nous chercherons dans nos souvenirs le nom d'une grande victime, nous n'y trouvons que des exécutions de guérillas non auparavants, sans chef, sans rôle et sans discipline, dérouvant les passants sur les routes, désolant les fermiers et fuyant à l'approche des forces impériales ce qui ne parvenaient que rarement à les surprendre en flagrant délit de vol. Le décret de Maximilien ne fut jamais redoutable qu'à des gens de cette sorte et, en les détruisant, il rendait service au pays.

Quant à la persistance de Maximilien à rester au Mexique après le départ des troupes françaises, quand il n'avait pas d'armée organisée, nous trouvons que c'est ce qu'il a fait de plus grand, de plus noble et de plus désintéressé. Tout autre à sa place ne serait pas resté une heure. Mais il céda aux instances du parti conservateur, il céda non parce qu'il avait l'espoir d'un triomphe final, mais parce qu'il lui répugnait d'abandonner un parti qui l'avait appelé et qui pensait pouvoir se défendre avec lui. Maximilien est resté non pour lui mais sur les autres; et il a résisté assez longtemps pour prouver au monde que sa cause était nationale, qu'il y avait pour lui au Mexique, un parti national, et que ses efforts étaient justifiés.

Ils échouent aujourd'hui mais le résultat doit en être attribué à des événements tout à fait étrangers au peuple du Mexique. Juarez connaît trop bien ce pays pour ne pas savoir que l'un des principaux griefs nous faisons allusion, et comme il leur fait exclusivement le retour de sa fortune politique, on est tout surpris du ton majestueux et fier avec lequel il a reçu l'envoyé du ministre américain. M Juarez sans vouloir rien promettre de favorable à Maximilien, a daigné cependant dire *qu'apparemment et de la république et de la nation on ne tenait pas compte des sentiments sympathiques du peuple et du gouvernement des Etats Unis que le peuple et le gouvernement du Mexique ont toujours eu en grande estime.* Un consul encore, Maximilien, s'il est pris, restera à la disposition d'un homme habitueux et vindicatif, qui n'a rien fait pour empêcher les massacres de San Jacinto et de Puebla, et qui dit n'avoir aucune raison pour ne pas empêcher d'autres à Queretaro, à Mexico ou à la Vera-Cruz.

CONCERT DE M. FERNANDO.—C'est demain étudi que doit avoir lieu le grand concert annoncé au bénéfice de M. Fernando, dans la salle du Lycée, à huit heures du soir. Voici le programme de cette intéressante soirée :

1o—Trio, d'*Attila* (Verdi) chanté par Mlle G. M M. Chase et Fernando.

2o—Aria (dame indienne), piano par G Smith.

3o—*Air tiré de Lucie* (Victor Hugo) chanté par A. Fernando.

4o—"Bocage épais", des *Mousquetaires* (Halevy), Mlle G.

5o—Fantaisie de Vieuxtemps, violon par J. Oliveira.

6o—*Ah Maria* de Gounod, chanté par Mme F. Urban, accompagnée par MM. Oliveira, Smith et Grenbow.

7o—Sextuor de *Lucie* Donizetti) chanté par Mlle G., MM. Chase, Fernando, Davis, Whee ler et Bremer.

8o—Solo de basse par A. G. Wheeler.

9o—Cavatine de la *Favorite*, par A. Fernando.

10—Cavatine de *Il Giuramento* Mercadente) chantée par Mme Urban accompagnée par M Oliveira.

11o—Romance de la *Favorite*, par M. Chase.

12o—Duo du *Maître de Chapelle*, par Mlle G et A. Fernando.

13o—Quatuette pour voix d'hommes.

C'est un programme qui piquera la curiosité des amateurs et qui attirera demain la foule à la salle du Lycée. On commencera à huit heures.

La lettre du docteur Hunter.

Nous appelons l'attention spéciale des personnes qui souffrent d'affections de la gorge et des poumons, sur la lettre du docteur Hunter, publiée dans une autre colonne. Les visites de ce médecin depuis quelques années ont été si remplies d'intérêt que il a acquis une grande notoriété dans les grandes villes du Nord. Cette lettre est la première d'une série de lettres qu'il se propose de publier, et ces correspondances seront, sans aucun doute, intéressantes et instructives. Chacun connaît la terrible mortalité causée par la consomption, et il est peu de familles qui n'aient à déplorer la perte d'un de leurs membres. Que cette mortalité soit produite par la neutralisation empêche le Luxembourg de se joindre au futur Zollverein.

Les Orphelines de St-Vincent. — Une représentation doit être donnée mercredi prochain, 5 juin, au théâtre des Variétés, au bénéfice de l'Asile des Orphelins de St-Vincent. On sait que cet asile ne rejette que les petits enfants. Il n'agit donc de venir en aide à de pauvres petites créatures qui seraient abandonnées sans le rien signaler à ce sujet dans le traité.

"On nous annonce que le gouvernement français, voulant donner une preuve de sa modération et aller au-devant des propositions de désarmement qui pourraient lui être faites, a donné l'ordre de rappeler les garnisons qui occupent les places de Stenay (Meuse), Sarrebourg (Meurthe) et Bar-le-Duc (Meuse).

"Une maison prussienne est venue solliciter, sur la place de Saint-Etienne, des commandes de sabres-baïonnettes. Le *Mémorial de la Loire* pense qu'il n'est pas dit, vu l'importance et l'urgence de la fabrication de cette arme, que ses offres ne soient pas acceptées. On ne pouvait mieux s'attendre, en ce moment surtout, à une semblable application de la doctrine économique du libre échange."

On lit dans le *Courrier du Bas-Rhin* :

"On sait que le contrat de Stabeux avec les nouvelles de Londres, ce sont les correspondances effectuandes qui continuent à nous parler des grands armements de la Prusse. Nous voyons aujourd'hui encore, dans la *Presse* de Vienne, une lettre datée de la frontière du Nord, et qui nous donne de nouveaux détails sur les prises par le gouvernement prussien : on arme les fortresses de la Silésie, on transporte d'après vivement considérables à Neisse et à Kosel ; à Breslau, l'administration militaire emmagasine 30,000 quintaux de blé chaque semaine ; la Prusse fait de grands achats de chevaux en Galicie, à Cracovie, à Tarnow, etc. ; la forteresse de Spandau est armée, on travaille nuit et jour dans ses ateliers militaires ; on y fabrique, dit-on, en grande hâte des canons revolvers, etc."

CORPS LEGISLATIF.

TRAITÉ DE LONDRES.

Ainsi qu'on l'avait annoncé, M. de Moustier a fait connaître au Corps Législatif, dans sa séance du 31, le principal objet par la conférence de Londres. Il s'est exprimé ainsi :

"Messieurs,

"La conférence de Londres a terminé ses travaux, le 11, par la signature d'un traité qui résout, d'une manière décisive, la question internationale du grand-duché de Luxembourg. Le gouvernement français était préoccupé depuis quelque temps de l'état d'incertitude où cette grave question, si importante à la sûreté de nos frontières. Que cette surcté fût garantie par l'union du grand duché à la France ou par toute autre combinaison, le point principal pour nous était que la France, dans la nouvelle position que les événements amènent à ses frontières, ne trouvât pas de nouveaux sujets de conflit international, ou tout au moins que ces conflits fussent entourés de toutes les conditions de modération et de justice qui peuvent les rendre moins redoutables. Nous avions le droit d'espérer que nos relations avec la Prusse, si heureusement rétablies depuis la guerre d'Italie, ne seraient pas troublées par une question qui ne nous touche que par les liens de parenté qui unissent le souverain du Luxembourg à la famille royale de Hollande. Nous avions enfin le droit de compter que les traités de 1839, qui ont placé le Luxembourg sous la garantie de l'Europe, ne seraient pas modifiés sans notre participation.

"Ces conditions ont été remplies. Le traité de Londres, qui vient d'être échangé entre les puissances signataires, a été précédé d'une entente préalable entre les trois puissances qui, avec la Belgique, avaient été appelées à prendre part à la conférence. Cette entente a eu pour résultat de faire disparaître les complications que la question luxembourgeoise a fait naître et qui menaçaient la paix générale, se sont réunis pour aviser aux meilleurs moyens de concilier la différend.

"Le roi d'Italie ayant exprimé le vœu de se joindre à ces souverains dans leur œuvre de pacification, ceux-ci se sont empressés de déférer à sa demande.

Après l'adoption du préambule, le représentant du roi des Pays-Bas a déclaré que son souverain maintient ses droits de souveraineté sur le grand duché et réserve les droits des agnats de la maison de Nassau.

Le même plénipotentiaire représente que la dissolution de la Confédération germanique a rompu les liens qui existaient entre le Limbourg hollandais et l'Allemagne, et que le gouvernement prussien a reconnu la réalité de cette rupture, mais qu'une déclaration solennelle, en présence des grandes puissances, serait ble pour confirmer un droit qui est établi de fait. Il demande donc qu'il soit écrit au protocole que le Limbourg est désormais une province purement hollandaise.

Les divers points déjà connus du programme proposé par l'Angleterre sont définitivement adoptés sous le bénéfice des observations suivantes :

" En ce qui concerne la neutralisation du grand-duché de Luxembourg, elle est reconnue par l'Angleterre admet, conformément au désir de la Prusse, que cette neutralité sera sanctionnée par la garantie collective des puissances.

" L'évacuation de la forteresse est admise par la Prusse, mais le délai proposé pour la sortie de la garnison prussienne ne peut être accepté par nations. Ce point est tenu en réserve jusqu'à la séance prochaine.

" De son côté le roi de Hollande s'engagerait à démanteler les fortifications, mais il est convenu que ce démantèlement sera laissé à ses bons soins pour s'accorder avec les nécessités que comporte la situation de la ville.

" Il en est de même quant au chiffre de la garnison de la forteresse. La conférence est d'avis à la fixer et se borne à recommander au roi grand duc de ne pas dépasser les nécessités de la police et de l'ordre public.

" Les plénipotentiaires ont parafé ensuite les divers articles du protocole, sauf la réserve concernant le délai d'évacuation.

" Le protocole a été ensuite définitivement signé dans la séance suivante, qui est fixée au surlendemain."

Voici ce que raconte le même journal sur la séance de la conférence du vendredi 10 mai :

" Le plénipotentiaire des Pays Bas est revenu dans cette séance sur la question du Limbourg. Il avait paru résulter des débats de la veille que la conférence reconnaissait que comme le Luxembourg, le Limbourg hollandais devait demeurer dégagé de tout lien fédéral avec l'Allemagne.

" Mais cette reconnaissance implicite n'a pas paru suffisante à M. de Bismarck qui a demandé qu'elle fît l'objet d'un article spécial du traité.

" Cette demande a soulevé d'assez nombreuses objections, tirées surtout de ce que la conférence, dans cette séance pour un objet déterminé, ne pouvait aborder d'autres questions.

" Finalement, la question a été réservée, plusieurs plénipotentiaires ayant promis de demander des instructions à ce sujet.

" M. de Tornaco a soulevé une autre question, celle de la participation du nouveau duché au Zollverein. Il a demandé si la naturalisation du Luxembourg l'obligerait à se retirer de l'association douanière allemande, et il a fait observer que le préjudice qu'une pareille mesure causerait à la population luxembourgeoise. Tout son commerce, toute son industrie étaient organisés en vue du marché allemand. Il ne lui resterait que la Belgique, et il ne pense pas que le Luxembourgeois que puisque le grand duché fait déjà l'objet d'un traité spécial, il suffit que le traité ne fasse pas l'obligation d'en sortir pour qu'il ait le droit d'y rester.

" M. de Tornaco et son collègue, M. Servais, ont insisté. L'argument qu'on tire du silence du protocole leur paraît fort grave. Il faille pour assurer pendant lesquelles l'ancienne convention du Zollverein doit encore subsister. Mais cette question, qui n'agira de former l'association douanière à nouveau, et on pourra sonlesoir que la neutralisation empêche le Luxembourg de se joindre au futur Zollverein.

" A ce propos, il s'est engagé une discussion sur l'étendue des droits des neutres au point de vue des alliances commerciales et même politiques.

" M. Brannow, plénipotentiaire de la Russie, s'est prononcé dans le sens d'une liberté absolue. Il suffit que le pays neutre n'altère pas l'indépendance de sa population ou de son territoire au point de vue militaire.

" M. de Bernstoff, plénipotentiaire prussien, a appuyé ces considérations.

" Il a été reconnu que le Luxembourg, quoique neutralisé, pourrait continuer à faire indéfiniment partie du Zollverein sans qu'il fût besoin de rien stipuler à ce sujet dans le traité.

" M. de Tornaco a demandé que les frais de démolition de la forteresse de Luxembourg soient supportés par toutes les puissances contractantes. Il serait d'autant plus injuste de faire passer sur les finances grand-ducales une dépense aussi considérable, que le démantèlement doit se faire dans un intérêt européen et nullement pour la bien-être de la ville qui, au contraire, en verra privée de sa garnison en même temps que de ses fortifications.

La demande de M. de Tornaco n'a pas été admise.

" Dans cette séance, la question de la garantie de la neutralité luxembourgeoise est revenue sur le tapis, à propos d'une explication demandée par l'un des plénipotentiaires.

" Lord Stanley en a profité pour marquer avec plus de force qu'il ne l'avait fait précédemment que le gouvernement anglais, en acceptant la proposition prussienne, n'avait pas entendu s'obliger à une garantie absolue de la neutralité luxembourgeoise.

" Comment ce qui s'était fait en 1839 pour la Belgique avec les négociations actuelles, le président de la conférence a dit que la garantie accordée à la neutralité belge était aussi générale et absolue que possible, et que, le cas échéant, l'Angleterre prêterait son concours, pour défendre l'indépendance de la Belgique, si elle était menacée. Dans le cas actuel, il ne pouvait s'agir que d'une garantie collective, et l'Angleterre ne se croirait obligée à entrer en campagne pour le Luxembourg que si toutes les autres puissances contractantes faisaient cause commune avec elle.

" Le conférence s'est ajournée le lendemain samedi, à cinq heures."

Le *France* du 12 donne les renseignements qui suivent :

" Le traité concernant le duché de Luxembourg a été signé samedi à cinq heures et demie au Foreign-Office. Les représentants de la France, de la Prusse, de l'Angleterre, de la Russie, de l'Autriche, de la Belgique et des Pays-Bas.

" C'est vers minuit que la dépêche de Londres, annonçant cette conclusion est arrivée aux Tuileries et au ministère des affaires étrangères.

" Il était deux heures après minuit quand le *Moniteur* a reçu, du ministre des affaires étrangères, le Nord qui a paru ce matin dans la feuille officielle.

" Aujourd'hui dimanche, à une heure, le gouvernement n'avait pas encore reçu de nouvelle dépêche sur ce qui s'est passé dans la troisième séance. Nous ne pouvons donc pas faire connaître à nos lecteurs les stipulations mêmes du traité. Mais le texte intégral en sera livré aujourd'hui même à leur curiosité.

" Le Grand et le Corps législatif recevront demain lundi communication du traité de Londres, et le gouvernement leur soumettra cette grave question de toutes les explications nécessaires.

" Il ces explications sont pour résultat de détruire ce sentiment dont quelques journaux se font les organes, et qui tend à présenter l'arrangement du Luxembourg comme une transition et un simple ajournement des difficultés, elles seront d'une utilité incontestable.

" Il faut bien reconnaître qu'il y a eu dans le pays, depuis les événements de l'année dernière, une préoccupation qui s'est manifestée à diverses reprises et quelquefois d'une façon très et publique. C'est cette préoccupation que la guerre exagérée entretiennent pour accréditer toutes sortes de conjectures et faire prévaloir toutes sortes d'éventualités.

" Nous croyons qu'il importe qu'une explication nette et précise mette un terme à ces inquiétudes, et le gouvernement et l'opinion doivent le désirer également.

Le Journal de Paris donne les deux nouvelles suivantes :

" On nous assure que M. Rouher, chargé par les travaux de son honorable ministère et par les affaires étrangères et persévérants au prix des efforts à faire triompher, dans les limites de la modération et de la justice, les vues de l'Empereur, a fait